



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 349 /DDPP/2016
portant mise en demeure et suspension d'activités

Le Préfet de la Loire

VU le titre VII du livre Ier code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment les articles L. 171-7 et L. 171-8 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 19 juillet 2016 établi à la suite d'une visite d'inspection du 8 juillet 2016, constatant que la société PANDORA PYROTECHNIE exploite sur le territoire de la commune de Saint Jean la Vêtre, lieudit "Les Mazioux", une installation dont l'exploitation relève de la réglementation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement, sans avoir fait l'objet de l'autorisation requise ;

CONSIDERANT que les conditions actuelles de stockage d'artifices de divertissement ne permettent pas de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT qu'au vu de ces éléments, il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation de son installation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – La société PANDORA PYROTECHNIE, pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Saint Jean la Vêtre, lieudit "Les Mazioux", est mise en demeure de régulariser sa situation en déposant :


- sous un délai maximal de 3 mois un dossier de demande d'autorisation d'exploiter un dépôt d'artifices au titre de la rubrique 4220 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi qu'une activité d'essais relevant de la rubrique 4210 des installations classées pour la protection de l'environnement
- ou, sous un délai maximal d'un mois, un dossier de cessation d'activité

ARTICLE 2 – Les activités de la société PANDORA PYROTECHNIE relevant des rubriques 4210 et 4220 de la nomenclature des installations classées sont suspendues sous un délai de 8 jours à compter de la notification du présent arrêté et jusqu'à la décision relative à l'autorisation d'exploiter au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (dans l'hypothèse où l'exploitant souhaite déposer un dossier de demande d'autorisation).

ARTICLE 3 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 - En application des dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 - Monsieur le sous-préfet de Montbrison, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de Saint Jean la Vêtre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 9 août 2016
Pour le Préfet et par délégation, le
Directeur de Cabinet 
MAHAMADOU DIARRA

copie adressée à :

- Société PANDORA PYROTECHNIE
69 avenue de Rochetaillée
42100 SAINT ETIENNE
- Sous-Préfecture de Montbrison
- Mairie de St Jean la Vêtre
- Inspection de l'environnement DREAL UT 42/43
- Archives
- Chrono